



GAZETTE DU JOUR.

FRANÇAIS, de grands évènements se préparent; je suis en *Vedette*: tout ce que je vois, tout ce que j'entends, sur le champ, je vous en instruis, ce que vous découvrirez, ce que vous apprendrez, faites-le moi savoir, je le publie sur l'heure.

Du Jeudi 11 Juillet 1793.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

De Philadelphie, le 18 mai — Jeudi passé à une heure après midi, le citoyen Genet, ambassadeur de la république de France auprès des Etats-Unis, arriva dans cette ville. Nous sommes autorisés à dire que le citoyen Genet ne sauroit exprimer sa gratitude pour la bonne hospitalité que lui ont donnée les habitans des divers états qu'il a eu à traverser depuis son départ de Charleston, jusqu'à son arrivée à Philadelphie.

Il a par-tout observé, parmi les Américains, leur attachement et leur gratitude pour ceux qui, à présent, combattent, comme ils firent autrefois, pour la cause de la liberté; et il a reçu par-tout les marques les plus vives et les plus flatteuses d'attention. En venant ici, il a trouvé sur sa route tous les fermiers ou marchands empressés de lui offrir leur farine et autres approvisionnemens à des prix inférieurs à ceux auxquels ils les donnent aux agents des autres nations. On lui a offert en farine seulement, plus de 600,000 batiques.

La foule des citoyens qui, de toutes les parties de la ville, ont été au-devant de l'ambassadeur républicain d'une nation alliée au Bac-de-Gray, a été pour lui une preuve que les citoyens

de la Pensilvanie ne restent point en arrière du patriotisme républicain de leurs concitoyens des autres états.

Nous ne doutons pas que le caractère du citoyen Genet, et son affabilité, ne lui concilient l'estime des habitans de ce pays et de cette ville, et ne réveille chez eux la reconnaissance que nous devons à nos généreux alliés, défenseurs de l'homme et vrais amis de l'Amérique dans les jours obscurs de la désolation et de la guerre.

Des bords du Rhin, le 29 Juin. — Les puissances ennemies de la liberté avoient calculé dans leur orgueilleuse présomption, qu'une campagne suffiroit pour vaincre et soumettre vingt-quatre millions d'hommes libres. Autant la trahison leur promettoit de succès à leur entrée en France, autant lorsque la trahison fut déjouée, leur sortie, ou plutôt leur fuite fut prompte et désastreuse.

Une seconde campagne entreprise avec un acharnement irrité par les défaites, leur fit encore espérer des triomphes, au moyen d'une trahison inattendue; mais bientôt les armées républicaines ont repris leur contenance ferme, et leur ont opposé par-tout un front redoutable. Désespérant donc encore une fois de mettre dans cette campagne la France libre sous le joug,

les alliés songent déjà à faire les fraix et les plans d'une nouvelle campagne. L'Autriche seule doit, dit-on, fournir 54,000 recrues.

Si ce sont les alliés qui répandent ces nouvelles, et qu'ils le fassent, soit pour intimider les Français, que rien n'intimide plus, soit pour encourager leurs amis, leur but est également manqué, car il n'est pas possible de douter, et tout le monde sait que l'Autriche, après une guerre si désastreuse, est incapable d'un nouvel effort, et qu'il lui faudra du tems pour réparer l'épuisement où elle est en hommes et en argent.

De Weissenau, le 2 juillet. — A l'instant où je vous écris, le siège de Mayence touche à sa fin; un quart de la ville a été consumé par les flammes. Il n'y a plus de vivres que pour 15 jours au plus. On ne croit pas que la prise de la ville soit différée de plus de 8 jours. Les troupes allemandes, en entrant dans cette ville, ne pourront se dispenser de rendre justice à la valeur que leurs ennemis ont témoigné pendant tout le tems du siège.

F R A N C E.

De Perpignan, le 28 juin. — Bellegrade est toujours assiégé; trente-six mille bombes ou boulets sont tombés dans les forts ou dans les fossés; pendant trois jours Bellegrade a été foudroyé à boulets rouges; malgré des efforts aussi grands il n'y a eu jusqu'ici que 8 hommes tués et 40 blessés. Ricardos a sommé la garnison de se rendre, en lui offrant les honneurs de la guerre. Dubois-Brulé, commandant, lui a répondu les hommes libres ne capitulent point avec les tyrans.

Quarante cinq Suisses au service d'Espagne, qui avoient déserté et étoient parvenus à Bellegrade, viennent de trouver le moyen de rejoindre l'armée française, et ils ont été envoyés à Montpellier où ils vont être incorporés parmi les soldats de la liberté.

Voilà 29 jours que dure le bombardement de Bellegrade. La riposte des assiégés est si vive, qu'elle a coûté la vie à plus de 2000 Espagnols. Les routes sont jonchées de cadavres; la place tiendra encore, n'en doutons point; elle vient d'être ravitaillée.

Du Finistère, le 21 Juin. — Le conseil gé-

néral considérant que les phalanges guerrières que le patriotisme appelle des départemens à Paris, ne sont point armées pour combattre les citoyens de cette ville, mais au contraire pour s'unir fraternellement à la seine portion de ses habitans, afin de cimenter ensemble l'unité et l'indivisibilité de la république, la sûreté des personnes et des propriétés, la liberté, l'égalité, la garantie sociale, le respect et l'indivisibilité;

Considérant que les Parisiens ne pourront douter des véritables intentions de leurs frères des départemens, lorsqu'ils verront ceux-ci, en s'avancant sous les murs de Paris, faire flotter au milieu d'eux le signe civique de la touchante alliance contractée entre cette commune et les départemens, à la fête immortelle du 14 Juillet 1790.

Considérant que ce n'est qu'après avoir irrévocablement perdu l'espoir de ramener Paris à ces sentimens de bienveillance et de fraternité, que les fédérés des départemens doivent envisager le pacte d'union comme rompu, et déployer alors une enseigne qui annonce la dernière résolution que leur aura dictée un inflexible attachement à la cause de la liberté et de la patrie. Le procureur-général-syndic entendu; arrête les dispositions suivantes:

ART. I^{er}. Les fédérés du Finistère porteront sur leur route, et déploieront, à leur arrivée sous les murs de Paris, la bannière donnée par cette commune aux citoyens militaires de ce département, à la confédération générale du 14 Juillet 1790.

II. Les seuls attributs de la royauté seront effacés de la bannière.

III. Si les demandes faites par les départemens, ne sont pas accordées, la bannière sera ployée, et les fédérés y substitueront un drapeau aux trois couleurs, ayant, d'un côté, un médaillon au milieu duquel seront peints ces mots: *République une et indivisible*; et au-dessous: *Division du Finistère*; et, de l'autre côté, cette légende: *Résistance à l'oppression*.

IV. Le présent arrêté sera imprimé sur-le-champ et envoyé aux 83 départemens, avec invitation d'en adopter les dispositions, afin que tous aient une marche uniforme.

FAIT en conseil général de département, à

Quimper. *Signé*, Kergarion, président. Aimez, secrétaire-général.

De Toulon, le 26 juin. — Les Espagnols qui viennent de s'emparer de Bellegarde, et qui bientôt vont être maîtres de tout le Roussillon, menacent aussi très sérieusement nos places maritimes. Déjà l'une de ces escadres, forte de 24 vaisseaux de ligne, navigue dans la méditerranée. Ces armemens de nos ennemis, qui se joindront, dit-on à ceux que prépare le Portugal, ont donné lieu à un grand conseil de marine, qui, le 26, a eu lieu ici. Il y a été décidé qu'on hâteroit un armement respectable, et qu'on le mettroit en mer, lorsqu'il seroit complet. Il paroît que l'on veut porter l'escadre française qui doit sortir de notre port, à 25 vaisseaux de ligne; mais un tel armement est fort difficile à opérer, car il n'y a actuellement à Toulon que 16 vaisseaux de ligne en état de mettre à la voile. On va écrire à tous les départemens voisins, pour les inviter à fournir des marelots, à en hâter la levée, et à les envoyer aussi-tôt à Toulon.

Paris. — Le calme est toujours en permanence dans cette vaste cité, malgré l'action et la réaction de mille passions diverses. Les anarchistes, les stipendiés de Pitt et de Cobourg ont échoué encore une fois dans leurs projets de discorde; ils se prévalent, ces supôts de la tyrannie, ils profitent de la tranquillité du peuple pour lui préparer des chaînes. Mais qu'ils apprennent, ces féroces despotes que si le sommet l'homme libre enhardit les tyrans à l'asservir, son reveil les écrase. Après avoir d'abord éprouvé quelq'obstacle, le recrutement s'est enfin terminé paisiblement, et les Parisiens vont s'acheminer vers leurs frères du Calvados, égarés par leurs chefs.

§ Les Marseillais sont horriblement fanatisés: ils ont mis hors de leur loi toute la montagne. On ajoute qu'ils ont osé écrire au comité de salut public, une lettre menaçante pour demander les pièces relatives à l'affaire de Philippe d'Orléans. Nous avons des lettres de Nantes dn 5. Les insurgés sont toujours maîtres de la rivé Sud-Est de la Loire. On abat les maisons de campagne villages et fauxbourg, dans la crainte d'une nouvelle attaque.

§ La disette de grains se fait sentir à Caen

et dans tout le département du Calvados; il y a défense de faire de la pâtisserie. On ne doit tirer que quinze livres de son par cent livres de bled, et le pain sera fait de cette farine ainsi mélangée. Du reste Caen est fort tranquille; les députés qui y sont réfugiés se montrent peu. On assure qu'il vient d'y arriver cinq cent Bretons, et qu'en général les projets médités n'y transpirent pas du tout.

§ M. Frott a été cité et jugé au tribunal du banc du roi, pour avoir dit dans un café à Londres? « Quant à moi je suis pour l'égalité je ne vois point de raison pourquoi un homme ne seroit pas sur le même pied qu'un autre ». On lui demanda ce qu'il entendoit par *égalité*. C'est, de n'avoir point de roi. Est-ce dans ce pays que vous prétendez qu'il ne doit point avoir de roi? *Oui* répondit-il sans hésiter, et notre constitution ne vaut rien.

L'accusé fut condamné, par le juge Ashurt, à six mois de prison à Newgate après avoir été préalablement mis au pillori pendant deux heures dans la place de Charing-Cross. Cette anecdote prouve que l'on n'est pas plus libre à Londres qu'ailleurs.

§ Condorcet, a été mis hier en état d'arrestation par les ordres de la convention nationale de France?

CONVENTION NATIONALE.

[PRÉSIDENT DE THURIOT]

Addition à la Séance d'hier.

Le ministre de l'intérieur obtient la parole et annonce qu'à Lille et à Angoulême la constitution a été reçue avec des transports de joie, que sous peu de jours, il présentera le tableau des acceptans, qui ne laissera aucun doute sur une majorité très-prononcée.

Il ne vous sera pas indifférent d'apprendre, ajoute-t-il, qu'un cartel d'échange intitulé *République française au Roi de Prusse* a eu lieu dernièrement à Sternolf, territoire de la république, et l'acte d'échange qui s'est effectué étoit intitulé: *Le roi de Prusse à la république française* et signé des agens du roi de Prusse.

Vous voyez, citoyen président, que la république, déjà reconnue extérieurement, le sera unanimement dans l'intérieur, de manière qu'à

moins de renoncer aux principes avancés par les trois assemblées nationales et à toute religion sociale, il ne sera plus possible de s'élever contre des institutions que le peuple aura sanctionnées. Qu'il me soit permis de proposer à la convention une disposition qui accélérerait l'acceptation. C'est une prolongation du délai que vous avez accordé aux administrateurs égarés pour se retracter.

Robespierre croit que la sévérité est la seule mesure qui convienne à la dignité de la convention; son discours et celui du ministre seront imprimés sur la proposition de Levasseur.

Séance du mercredi 10 Juillet.

Une lettre adressée par la municipalité de l'Aigle, apprend que 125 soldats du régiment de chasseurs, en garnison à Falaise, viennent d'abandonner les drapeaux de Wimpfen, général de l'armée calvadocienne.

Ces soldats ont assuré que la majorité de leur régiment étoit dans d'excellentes dispositions, et commençoit à rougir d'être l'instrument de quelques séditions.

Miranda annonce qu'il a différents faits à dénoncer, qui intéressent la liberté, la sûreté publique, et demande à paroître à la barre. En arrestation chez lui, par ordre du maire et des administrateurs de police, il prie la convention de prendre des mesures nécessaires pour qu'il puisse paroître devant elle.

Gasparin donne lecture d'une lettre des commissaires près l'armée des côtes de la Rochelle. Elle apprend que le 6 de ce mois Westermann a été attaqué par les rebelles, chassé de Châtillon, et forcé de faire sa retraite sur St. Maxant et Parthenay, après avoir laissé 11 pièces de canon au pouvoir des ennemis.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette défaite, c'est que Westerman prétend ne s'être pas aperçu de l'approche de l'ennemi, malgré le bruit que devoient naturellement faire les trains d'artillerie.

Les rebelles sont donc maîtres aujourd'hui de

Châtillon. pour comble de malheur, les deux bataillons de la Gironde viennent d'abandonner notre armée, et s'en retournent dans leurs foyers avec leurs armes.

Westermann attribue encore cet échec à la lâcheté des troupes de ligne; il relève le courage de la légion du Nord. Nous ne pensons pas que la cause de ce désavantage vient du défaut de surveillance, et que s'il y a eu de la lâcheté de notre côté dans cette affaire, elle a été partagée par tout le monde, car la troupe de ligne a fui avec autant de précipitation que les volontaires.

Les repréensans du peuple terminent cette lettre en pressant la convention nationale de faire disparaître des armées de la république la seule corporation qui y soit restée.

Cette lettre a donné lieu à un arrêté du comité de salut public, qui a été adopté par l'assemblée. Il est conçu dans les termes suivants :

La cavalerie de la légion du Nord sera formée en régiment de chasseurs à cheval; son infanterie sera formée en un régiment d'infanterie légère.

Une lettre des Basses Pyrenées rend compte d'une action qui s'est engagée entre nos troupes et les Espagnols, et dans laquelle nous avons pris 2 pièces de canon, et fait 60 prisonniers, parmi lesquels il se trouve un officier de marque.

Les pompiers de la ville de Paris viennent féliciter la convention du courage avec lequel elle a travaillé à l'achèvement d'une constitution qui doit faire à jamais le bonheur du peuple français.

Un membre demande que conformément au décret même de son institution, le comité de salut public soit renouvelé.

Camille Desmoulins attribue aux mauvais plans de ce comité la prise du camp de Famars, où nous avons été surpris par 8 colonnes ennemies qui se sont emparé de 52 pièces de canon, et la prise de Saumur, où nous en avons aussi perdu 10.